

DEPARTEMENT  
DE  
MEURTHE-ET-  
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

**PROCES-VERBAL**  
**DES**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

*Séance du 14 décembre 2022*  
*à 18 heures 00*

**NOMBRE**

Conseillers en exercice	13
Présents	12
Votants	13

L'an deux mille vingt deux, le quatorze décembre, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame CURINA-PRILLIEUX Marlène, Maire.

Etaient présents: Mmes PAUCET Nathalie, FABBRI Pascale, CAPLA Anna

M., RICHARD-MAUPILLIER Frédéric, PARMENTELAT Alain, PINTO Marcel, BARBELIN Jérôme, SINTEFF Thierry, LANNO Jean-Christophe, BOYER Sébastien, HUET Fabrice

Etait(ent) excusé(s) :

Procuration : BARTHELEMY Jean-Etienne à SINTEFF Thierry

*Date de convocation : 06/12/2022*

*Date d'affichage et de transmission à la  
Préfecture : 16/12/2022*

OBJET N°01: URBANISME : DOCUMENTS D'URBANISME

Débat PADD

Un scrutin a eu lieu, Ana CAPLA a été nommé(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

Mme le Maire rappelle que le conseil municipal a prescrit la révision du plan local d'urbanisme (PLU) le **04 juillet 2022**.

L'article L151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PLU comportent un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Selon l'article L151-5 du code de l'urbanisme, ce PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L. 141-3 et L. 141-8 ou, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, en prenant en compte les objectifs mentionnés à

la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales, ou en étant compatible avec les objectifs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L. 4424-9 du même code, à la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 4433-7 dudit code ou au dernier alinéa de l'article L. 123-1 du présent code, et en cohérence avec le diagnostic établi en application de l'article L. 151-4, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du conseil municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet du plan local d'urbanisme.

Mme le Maire expose alors le projet de PADD :

- Orientations n°1 : **préserver et mettre en valeur le cadre de vie des attonais**
- Orientations n°2 : **organiser le développement raisonné de la commune**
- Orientations n°3 : **préserver l'environnement naturel et les paysages d'ATTON**

Après cet exposé, Mme le Maire déclare le débat ouvert :

Durant le débat, les points suivants ont été abordés :

1. Frédéric RICHARD-MAUPILLIER indique que ce PADD lui paraît raisonnable en terme de développement de l'habitat et de l'économie, cohérent et respectueux des grandes composantes de l'environnement.
2. Thierry SINTEFF demande que le problème du ruissellement des eaux venant de Mousson soit mieux anticipé.

Madame le Maire répond que ce problème est actuellement à l'étude au sein de la CCBPAM.

3. Alain PARMENTELAT précise que la mairie travaille déjà sur l'objectif des économies d'énergie puisqu'elle prévoit des travaux d'isolation de la salle polyvalente en 2023.

Frédéric RICHARD-MAUPILLIER propose d'inclure éventuellement des obligations en termes d'énergies renouvelables et de végétalisation dans le bâti privé. Il faudrait également réfléchir à adapter les essences au réchauffement climatique.

Madame le Maire précise qu'un rendez-vous est fixé avec le CAUE pour obtenir des conseils en terme de végétalisation du domaine public ainsi que des préconisations sur le type d'essence à mettre en place.

4. Thierry SINTEFF propose de réfléchir à l'implantation des services publics : l'emplacement retenu est-il le mieux adapté pour accueillir la nouvelle crèche ?

5. Thierry SINTEFF propose que la mairie montre l'exemple concernant la désartificialisation des sols au sein du cœur du village. Il est peut-être possible d'obtenir des subventions.

Madame le Maire précise que le CAUE doit nous conseiller à ce sujet.

6. Thierry SINTEFF propose aussi une réflexion sur la création d'un village sénior.

Madame le Maire explique qu'elle a rencontré un promoteur à ce sujet mais qu'il n'était pas intéressé du fait de l'absence de services et de commerces dans le village.

Thierry SINTEFF aborde alors le sujet de l'implantation d'une zone commerciale à proximité de la ZI actuelle. Ne serait-ce plus opportun de la mettre au cœur du village ?

Ana CAPLA propose aussi de mettre en place des navettes de bus pour les anciens.

Madame le Maire répond que cette solution n'est pas dans les moyens de la commune.

7. Thierry SINTEFF remarque que le PADD ne prend pas assez en compte l'implantation de services. La consommation d'espaces du village est limitée. Ne serait-ce pas plus judicieux de remplacer l'objectif de 50 habitants par une augmentation de l'offre de services ?

Madame le Maire répond qu'une enseigne commerciale attend la révision du PLU pour s'implanter près de la ZI. L'accès est déjà prévu et la CCBPAM veut étendre la ZI. Cet emplacement n'entre pas dans la consommation d'espaces à vocation d'habitat prévus au SCOT. Une zone mixte pourra être mise en place au cœur du village : par exemple, une zone 1AU comprenant à la fois de l'habitat et des services.

Thierry SINTEFF signale la présence d'une conduite gaz à cet endroit.

Madame le Maire répond qu'elle a fait un courrier à ce sujet à Gaz de France mais qu'elle n'a pas eu de réponse.

8. Thierry SINTEFF évoque le problème de l'approvisionnement en eau potable de la commune. Il faut être attentif à la sécurisation de cet approvisionnement. Ce point sera ajouté aux objectifs du PADD.

9. Thierry SINTEFF évoque alors le stationnement dans le village en proposant la mise en place d'ombrières photovoltaïques sur des parkings de covoiturage.

Madame le Maire est tout-à-fait d'accord avec cette idée. L'enseigne commerciale accepte que son parking serve aussi au covoiturage et la mise en place de bornes de recharge pour les voitures électriques.

Thierry SINTEFF répond que le parking sera limité réglementairement pour la taille de son parking. Il faudrait plutôt voir avec le département pour la création d'une aire de covoiturage.

Madame le Maire répond que ce projet est en discussion depuis des années au département mais qu'il y a un blocage politique.

Thierry SINTEFF pense qu'il serait préférable que le foncier d'un parking covoiturage soit à la commune ou à la CCBPAM mais pas à un privé.

10. Thierry SINTEFF propose d'imposer du photovoltaïque pour les constructions neuves.

Le bureau d'études répond qu'il serait préférable de laisser les promoteurs gérer le volet écologique des constructions neuves, d'autant plus qu'ils sont déjà contraints par la nouvelle réglementation thermique.

11. Thierry SINTEFF propose la mise en place de la géothermie pour le cœur du village.

Madame le Maire répond que le CAUE l'a évoqué.

1. Frédéric RICHARD-MAUPILLIER propose d'insérer dans le PLU une incitation aux développement des énergies renouvelables.

Au terme de ce débat, le Conseil Municipal :

- PREND ACTE que le débat sur le PADD s'est déroulé pendant la séance du conseil municipal du 14/12/2022,
- PREND ACTE que les orientations stratégiques déclinées dans le PADD, annexé à cette délibération, ont été abordées dans ce débat.
- PRECISE que la concertation auprès du public sur cette révision du PLU va se poursuivre suivant les modalités visées à la délibération du 04 juillet 2022.

La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération à laquelle est annexée le projet de PADD.

La délibération sera transmise au préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Adopté à l'unanimité

Le Maire



